

Où s'arrête ma montagne, où commence celle des autres ?

Par Etienne JAILLARD

« Ce qui est intéressant, ce ne sont pas ton jugement et sa juste indignation,
ce n'est pas non plus ta tristesse et sa douleur,
ce qui importe, c'est le processus d'observation en lui-même. »

Gao Xingjian, *Le livre d'un homme seul*

Les conflits entre usagers de la montagne mettent généralement en présence trois acteurs principaux : les montagnards locaux, ceux qui fréquentent la montagne en amateur, et la nature elle-même.

Cette dernière, sa faune, sa flore et toutes ses dynamiques morphologiques (tectoniques, lithologiques ou glaciaires) ou écologiques, est généralement soit oubliée, soit brandie comme un slogan, mais est rarement vraiment étudiée ou prise en considération. Les conflits concernent généralement des cas particuliers, et la parole devrait revenir aux écologues, botanistes, zoologistes, glaciologues, géomorphologues et géologues, après une étude du site concerné. Et leurs conclusions ne devraient pas seulement servir à évaluer les surcoûts d'une exploitation du site, mais surtout à évaluer le coût de la destruction du milieu naturel. En appliquant le vieil adage amérindien, selon lequel nous empruntons la nature à nos enfants, on pourrait augmenter ce coût des intérêts courant (2 %/an, par exemple), le temps de la reconstitution de ce milieu. Un sol ou une forêt mettant 50 ans à se reconstituer verrait alors son coût réel (celui du bénéfice effectué à l'occasion de sa destruction) multiplié par 2,7 (ou par 7,2 sur 100 ans).

Pour les habitants qui vivent à la fois en montagne et de la montagne, le souci de développer leur territoire est parfaitement légitime, pour vivre décemment et assurer à leurs enfants un avenir possible dans un milieu qu'ils aiment. Et un maire ou un président de région qui ne s'en soucierait pas serait illégitime à son poste. Mais les solutions généralement proposées, le toujours-plus d'équipement touristique, généralement centré sur la neige, rappellent celles d'émirs arabes assis sur leurs champs pétroliers : moins ça rapporte, plus on exploite pour compenser le manque à gagner. Tous deux savent leur ressource en voie d'épuisement, mais faute d'imagination, continuent à l'exploiter sans projection dans le futur, sans anticipation des conditions à venir, et sans recherche de solutions alternatives de long terme. Une fuite en avant dans une impasse.

Je ne connais pas l'échantillonnage social représenté par les manifestants de mars 2016 aux Vans, par exemple, mais suis prêt à parier que plus des trois quarts étaient citadins et Bac + 5. Et je sais qu'ils ont raison (j'en suis), mais le fait d'avoir raison à long terme sur l'avenir de la montagne ne peut justifier l'asphyxie à court terme de ceux qui y vivent ou y survivent. De plus, pour être légitime dans ces revendications, encore faut-il ne pas faire comme ceux que l'on conteste, à savoir s'approprier de façon exclusive un « bien public », selon les mots de Corinne Morel Darleux et Pierre Mériaux.

Mais surtout, manier l'argumentation de la préservation de la nature mérite qu'on s'y arrête.

Les amateurs de montagne admettent volontiers, voire défendent, les activités pastorales ou agricoles en montagne, alors qu'elles modèlent et ont modelé les paysages autant ou plus que les activités touristiques. Est-ce parce qu'elles appartiennent au passé qu'elles paraissent plus acceptables ? Le fait d'être passées dans les mœurs en tant que tradition propres à éveiller la nostalgie suffit-il à rendre les activités acceptables ? Et dans ce cas, cette défense de la nature plongerait-elle une ou plusieurs de ces racines dans le passéisme et la réaction, comme le suggérait Luc Ferry (*Le nouvel ordre écologique*, 1992) ?

On voit mal ces mêmes manifestants militer pour le démontage du téléphérique de l'Aiguille du Midi ou de celui de La Grave, ou réclamer la suppression des routes ou pistes pastorales permettant d'écourter les marches d'approche, mais qui défigurent pourtant la montagne. Serait-ce alors que ces manifestations, au-delà des arguments écologiques bien réels et justifiés, visent surtout à préserver des intérêts corporatistes et le confort des pratiquants ?

Pris par leur combat et sûrs de leur position, les protestataires oublient souvent le milieu naturel. Certains de leur fait, ils accusent les équilibreurs de massacrer le milieu naturel, d'en compromettre les équilibres et de menacer la faune sauvage. Et c'est vrai. Mais qui parmi les skieurs de potron-minet n'a pas eu le bonheur (on voit par-là que j'assume mes contradictions) de déranger un combat de cerfs en février, une parade nuptiale de lagopèdes en mai, ou, plus embêtant, de faire fuir dans la neige jusqu'au ventre une troupe de chamois, ou de faire perdre sa trace à un renard en chasse ? Qui est sûr de ne jamais avoir décapité un jeune sapin de ses spatules, écorché des vernes ou des racines de pin avec ses carres, voire déclenché une avalanche sans se soucier des bêtes prises en aval ? Ces dommages sont peut-être moins graves qu'une saignée au bulldozer, ou moins visibles que des pylônes ou des canons à neige, mais s'en souvenir nous évitera peut-être de revêtir trop vite la tenue du chevalier blanc.

Un rapport de l'[Association Nationale des Maires des Stations de Montagne](#), publié en 2010, a mesuré, selon les procédures de l'ADEM, les émissions de gaz à effet de serre des stations de sport d'hiver : plus de la moitié (57%) provenaient alors des voitures des usagers montant à la neige, contre 2% des aménagements de ski (remontées, canons, dameuses, ...), le reste étant dû aux habitations et commerces. D'après [une autre étude](#) sur St Martin de Belleville-Les Ménuires-Val Thorens, éloignées des grands centre urbains, le transport des usagers vers ces stations contribuerait à 74% des émissions de gaz à effet de serre. Deux parkings de bout de vallée remplis des voitures de skieurs de randonnée, correspondrait donc, du point de vue des dommages climatiques, au fonctionnement d'une station de ski pendant un week-end.

Les habitants de la montagne vivent pour une minorité de la terre et pour une grande majorité du tourisme. Une démarche cohérente voudrait alors que, pour permettre aux habitants des montagnes de vivre sur place et leur éviter d'avoir recours à des équipements supplémentaires, nous autres randonneurs participions à cette économie de la montagne, en nous arrêtant de temps en temps dans un hôtel avant la course, ou au retour, dans un bar pour une bière ou un diabololo, ou dans un restaurant pour un gueuleton.

Beaucoup d'alpinistes ont longtemps eu un discours condescendant, voire désobligeant quand ce n'est pas méprisant, vis-à-vis des « autochtones ». Il suffit pour s'en rendre compte de relire les récits des alpinistes anglais du XIXe siècle sur les Alpes (pourtant souvent drôles), ou ceux des expéditions européennes en Himalaya au XXe siècle, qui fleurent bon l'eurocentrisme ou le paternalisme. S'il est une tradition que nous autres alpinistes du XXIe siècle pouvions abandonner, ce serait bien celle-là. De nombreux analystes (H. Le Bras et E. Todd, *Le Mystère français*, 2013 ; C. Guilluy, *La France périphérique*, 2014 ; P.N. Giraud, *L'Homme inutile*, 2015 ; B. Milanovic, *Inégalités mondiales*, 2018) ont révélé le fossé qui se creusait depuis plusieurs années entre les villes et les campagnes, entre les « CSP+ » et les « classes populaires », entre les « élites » et la « France d'en-bas » (© Raffarin) ... Il paraît inutile de creuser ce sillon entre personnes animées d'un même besoin de montagne.

Etienne Jaillard, Mars 2019